

BURKINA FASO : FICHE PAYS – AVRIL 2021



Catégorie OCDE (2020): 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B/ - / -

Change : Franc CFA / Régime de change fixe / EUR

Horizon de l'objectif de réduction des GES : 6,6% à 11,6% à horizon et 2030-

FORCES

- Potentiel minier et agricole
- Endettement relativement faible
- Soutien financier international

FAIBLESSES

- Base d'exportation étroite (or, coton)
- Pays enclavé
- Situation sécuritaire fragile

SYNTHÈSE :

Evolution : amélioration modérée

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Après le coup d'arrêt porté à la croissance en 2020 (+0,8%) par la crise sanitaire, l'activité économique devrait être portée en 2021 par le secteur minier (or). Les investissements seront soutenus par le programme de développement d'infrastructure, mais la consommation freinée par l'inflation et la baisse des revenus. La situation sécuritaire continue par ailleurs à peser sur les perspectives de croissance, qui pourrait atteindre 4,3% selon le FMI en 2021, inférieure à celle d'avant crise (plus de +6,0%)
- Vulnérabilité des comptes publics : les efforts réalisés par l'Etat jusqu'en 2019 pour réduire le déficit ont été anéantis par la crise sanitaire. Le déficit devrait se creuser encore en 2021 et dépasser -5,5% du PIB : les dépenses (notamment salaires et celles relatives à la sécurité/ défense) ne baisseront pas et les revenus provenant des dons devraient diminuer. La dette publique devrait avoisiner 47% du PIB en 2021 (+10 pp en trois ans). La part de la dette domestique (levée en F CFA sur le marché régional) continue à augmenter, renchérissant le poids du service de la dette. L'Etat devrait privilégier à l'avenir le recours aux financements concessionnels. Le risque de surendettement public reste modéré.
- Vulnérabilité extérieure : le déficit courant devrait se creuser à -4,5% en 2021. Le cours des principaux produits d'exportation (or et coton) devrait rester élevés et leur production devrait augmenter. Mais les besoins d'importations seront importants (équipements notamment) et la hausse des prix du pétrole (25% des importations) alourdira la facture énergétique. La dette extérieure est modérée, quasi exclusivement concessionnelle, préservant le pays des risques de marché pour ses échéances en devises.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur est sain, relativement bien capitalisé et sa stabilité ne suscite pas d'inquiétude particulière. La forte concentration des crédits sur les secteurs du commerce et du BTP, particulièrement touchés par la crise, est source de fragilité.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Roch Marc Christian Kaboré a été réélu pour un second mandat en novembre 2020. Les risques de contestation sociale s'amplifient alors que le pays se trouve, selon la FAO, dans une situation extrêmement préoccupante en termes de sécurité alimentaire, dans un contexte de menaces terroristes et de tensions interethniques.
- Climat des affaires : le Burkina Faso est mieux classé que la majorité des autres pays de l'UEMOA (à l'exception du Sénégal et du Bénin) selon les indicateurs de gouvernance Banque Mondiale, mais recule depuis plusieurs années dans ce classement. Le pays figure désormais sur la liste grise du GAFI et l'Etat s'est engagé à prendre les mesures pour pallier les défaillances de ses dispositifs de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Burkina Faso est très vulnérable au changement climatique (161^{ème} sur 181 pays selon l'indicateur de vulnérabilité ND Gain). Ses émissions de GES sont faibles et proviennent essentiellement du secteur agricole. Elles ont eu tendance à progresser sur la période 2014-2018 (+2,9%/ an en moyenne), un peu plus rapidement qu'entre 2010 et 2014 (+2,6%). Les mesures destinées à les réduire sont centrées sur l'agriculture/ foresterie et la production d'électricité, avec notamment le développement de l'énergie solaire.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises 2015 - 2019 (% du total)			
Exportations	Importations		
Métaux précieux (or)	64,3%	Combustibles	25,3%
Coton	12,9%	Machines, appareils	11,6%
Produits agricoles	11,4%	Voitures, véhicules	8,3%
Zinc	4,5%	Eqpts électriques	6,6%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2015 - 2019 (% du total)			
Exportations		Importations	
Suisse	55,1%	Chine	13,1%
Inde	11,6%	Côte d'Ivoire	10,0%
Singapour	8,5%	France	8,0%
Côte d'Ivoire	5,3%	Etats-Unis	6,7%
France	3,1%	Ghana	5,0%

Source: International Trade Center, CNUCED



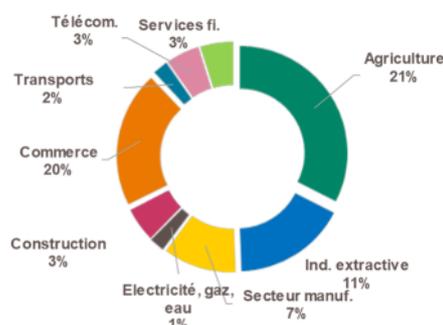
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

BURKINA FASO	2016	2017	2018	2019	2020(e)	2021(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	12,8	14,2	16,2	15,0	16,2	16,2
<i>Rang PIB mondial</i>	132	130	129	125	123	122
Population (Mns)	18,6	19,2	19,8	20,3	20,9	21,5
<i>Rang Population mondiale</i>	60	60	59	59	59	59
PIB / habitant (USD)	687	738	821	737	773	751
Croissance PIB (%)	6,0	6,2	6,8	5,7	0,8	4,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	0,4	1,5	2,0	-3,2	1,9	2,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	4,6	3,2	3,4	4,1	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	33,3	33,5	37,7	42,7	44,3	46,8
Solde public (% PIB)	-3,1	-6,9	-4,4	-3,5	-5,2	-5,6
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	4,6	4,5	5,7	6,4	5,7	8,4
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-6,1%	-5,0%	-4,1%	-3,3%	-3,7%	-4,5%
IDE (% du PIB)**	2,7%	-0,1%	1,2%	0,9%	0,2%	0,8%
Réserves UEMOA (en mois d'importation B&S)	4,0	4,1	4,7	5,9	5,5	5,0
Dette extérieure totale (% PIB)**	22%	22%	20%	22%	23%	22%
Dette extérieure CT (% PIB)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Taux de change	593,0	582,0	555,7	586,3	574,7	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	13	12,2	12	12,7	NA	NA
Taux de NPL	8,9	8,8	7,4	7,7	NA	NA
ROE	NA	NA	NA	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	140	140	146	146	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	146	148	151	151	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	160	161	161	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO & REO 04/2021);*Banque Mondiale;**Oxford Economics

a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Burkina Faso : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2018)





1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie dominée par les secteurs agricoles et aurifère

La production du secteur primaire pèse pour environ 20 % de la valeur ajoutée, essentiellement les céréales (agriculture vivrière), l'élevage et la production de coton. Le secteur primaire est primordial en termes d'emploi (près de 80% de la population active selon la Banque mondiale).

Le secteur industriel (20% environ du PIB en incluant la construction) est tiré par la production minière, plus particulièrement aurifère. Avec dix-sept mines exploitées et une production annuelle d'environ 60 t en 2020, le Burkina Faso figure parmi les cinq premiers producteurs d'or d'Afrique sub-saharienne. Trois nouvelles mines devraient entrer en production en 2021. Les forages continuent, soutenant les perspectives du secteur. Le pays développe également la transformation de produits agricoles. Il a inauguré la première unité d'égrenage de coton bio d'Afrique de l'Ouest en février 2020.

Les activités de service concernent surtout le commerce.

- Arrêt brutal de croissance en 2020

Le Burkina Faso a été l'un des premiers pays d'Afrique de l'Ouest touchés par le COVID-19. Avec moins de 13 000 cas mi-avril (0,06% de la population), le Burkina Faso a été moins fortement touché par la COVID 19 que certains pays de la région (de l'ordre de 0,2% de la population de Côte d'Ivoire ou du Sénégal). L'économie a néanmoins souffert des conséquences de l'épidémie, notamment des mesures de confinement prises en début d'année et de la fermeture des frontières qui ont affecté le tourisme. **Les restrictions ont été progressivement levées (reprise des liaisons aériennes en août).**

Selon le FMI¹, le Burkina Faso aurait échappé à la récession avec une croissance de 0,8% en 2020, grâce en particulier à la bonne résilience des secteurs agricole et aurifère. Ce niveau de croissance marque cependant un fort ralentissement pour l'économie qui enregistrait un taux moyen annuel de l'ordre de 6% entre 2010 et 2019.

La crise sanitaire devrait accentuer les difficultés de la population dans un pays classé au 144^{ème} rang (sur 157) en termes d'Indice du capital humain² et où 40% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

La reprise de l'économie internationale, la hausse de la production minière (réouverture de la mine de Boungou) et agricole (coton) ainsi que les investissements, dans le cadre du nouveau plan « Référentiel national de développement, 2021-25 », devraient soutenir la croissance en 2021. La consommation devrait en revanche être freinée par un niveau d'inflation

relativement élevé pour le pays (plus de 2,5% contre mois de 1% en moyenne sur la période 2010-19), en raison principalement du renchérissement des produits alimentaires.

Le FMI¹ table sur une croissance de **4,3% en 2021**, soit une amélioration par rapport à la prévision d'octobre 2020 (3,9%) mais une nette révision à la baisse par rapport à la prévision établie avant crise (octobre 2019) à 6%. Le rebond serait plus fort que pour la moyenne d'Afrique sub-saharienne (3,4%), mais inférieur à celui attendu en UEMOA (5,2% après 1,1% en 2020, soit une croissance légèrement supérieure à celle du Burkina Faso), en raison de la situation sécuritaire qui continue à peser sur les perspectives de croissance. **Le pays ne retrouverait pas son niveau de PIB/hab. d'avant crise avant 2022** selon les estimations du FMI.

- Du Franc CFA à l'Eco

Membre de l'UEMOA, le Burkina Faso appartient donc à la zone Franc. **Fin décembre 2019**, le président ivoirien A. Ouattara a annoncé une **réforme du Franc CFA**, qui se traduira par :

- un changement d'appellation de la monnaie de Franc CFA en « ECO » ;
- la fermeture du compte d'opérations ouvert auprès du Trésor français, sur lequel la BCEAO était tenue de déposer, au minimum 50% de ses réserves

En revanche, **ni garantie de convertibilité de la France, ni la parité fixe face à l'euro** ne sont remises en cause par cette réforme. Le calendrier de mise en œuvre n'est pas très précis, d'autant que certains pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)³ ont émis des critiques sur l'utilisation de la dénomination « ECO » qui était initialement le nom choisi pour la future monnaie unique de la zone CEDEAO et non des seuls pays de la zone franc. En tout état de cause, ces modifications ne devraient pas avoir d'impact économique et financier majeurs pour les pays concernés, tant que la parité fixe et la garantie de convertibilité sont maintenues.

- Un secteur bancaire peu développé mais sain

Le système bancaire ne comporte que 14 établissements (à fin 2018) dont cinq pèsent pour plus de 70 % des actifs. Les banques investissent prioritairement dans les bons du trésor des États de la région.

Le taux d'utilisation des services financiers dépasse 70% (60% en moyenne en UEMOA). Le pays a adopté un plan en avril 2019 qui vise à porter l'inclusion financière à 75% des adultes en 2023 (moins de 45% en 2017).

Le secteur bancaire était à fin 2019 (dernières données disponibles) **sain et relativement bien**

¹ WEO d'avril 2021

² Indice de capital Humain 2020 Banque Mondiale

³ La CEDEAO regroupe les 8 membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal,

Togo) ainsi que le Nigeria, le Cap Vert, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Sierra Leone.

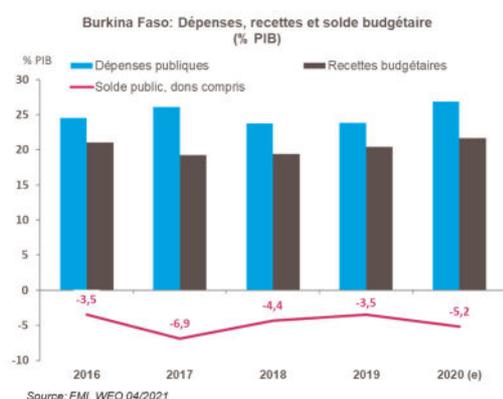


capitalisé (ratio de l'ordre de 13%) par rapport à certaines économies de la région⁴. Les banques pourraient cependant souffrir des conséquences du coronavirus sur les secteurs du commerce et de la construction, sur lesquels elles sont fortement exposés (respectivement 24% et 18% des crédits en 2018).

Par ailleurs les mesures prises en 2020 par la BCEAO en vue de limiter les conséquences de la crise du Covid-19 sur le système bancaire et le financement de l'activité économique pourraient conduire à une dégradation de la qualité des portefeuilles. L'objectif est d'assurer la liquidité des banques et de faciliter l'accès aux crédits des entreprises en assouplissant certaines exigences. Ces mesures ont pu permettre d'éviter le défaut de certains débiteurs mais pourraient aussi conduire à une moindre sélectivité.

2. FINANCES PUBLIQUES

- Efforts de maîtrise des finances publiques remis en cause



L'augmentation des salaires, du nombre de fonctionnaires et la hausse des dépenses d'investissement ont contribué à la détérioration du solde budgétaire depuis 2016. Des efforts de maîtrise des dépenses conjuguée à la progression des recettes (vente des licences de téléphonie mobile 4G) ont permis à réduire le déficit en 2019 et d'approcher du critère fixé dans le cadre de l'UEOMA (-3% du PIB).

La chute de l'activité mais surtout la hausse des dépenses liées à la crise sanitaire ont remis en cause les efforts de l'Etat burkinabé pour réduire le déficit.

Des mesures destinées à soutenir l'économie et atténuer l'impact social de la crise sanitaire (baisse de la TVA et des droits de douane à l'importation pour certains produits et services, reports de paiement de certaines charges...) ont été introduites pour un montant évalué à 4,3% du PIB.

Le déficit devrait dépasser 5% du PIB en 2020 et continuer à se creuser en 2021

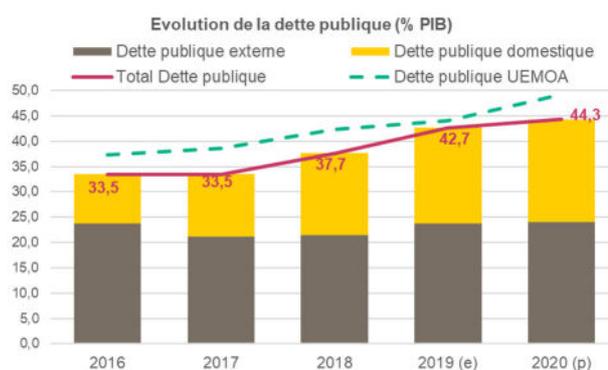
Le niveau des dépenses devrait rester élevé. Le poids des « salaires et traitements » ne cesse d'augmenter et

aurait dépassé 60% des recettes fiscales en 2020 (46% en 2014)⁵. Une baisse de ce poste risquerait de soulever des problèmes sociaux et les dépenses sécuritaires ne pourront pas être réduites, tandis que certaines mesures de soutien de l'économie devraient être maintenues. La réalisation du « Référentiel national de développement, 2021-25 » devrait également peser sur les dépenses.

Par ailleurs les revenus devraient pâtir de l'interruption de certains dons obtenus pendant la crise.

Le déficit devrait se continuer à se creuser et pourrait dépasser 5,5% du PIB en 2021. L'UEOMA a suspendu fin avril 2020 le pacte de convergence sans fixer de nouvelles règles à ce stade.

- Risque de surendettement modéré



La dette publique progresse depuis la réduction accordée dans le cadre de l'Initiative des PPTe (2006) et devrait avoisiner 47% du PIB en 2021 (+10pp environ en trois ans). La hausse se traduit essentiellement par la progression de l'endettement sur le marché régional de l'UEOMA (dette domestique libellée en franc CFA), en raison notamment d'un accès plus limité aux sources de financement étrangères pendant la période d'instabilité politique (2014-2015).

Le Burkina Faso devrait à nouveau couvrir ses besoins de financement en 2021 sur le marché régional. Cette dette reste cependant plus coûteuse que la dette extérieure concessionnelle. **Le service de la dette (principal et intérêts) pourrait ainsi atteindre 46% des recettes de l'Etat (dons compris) en 2021** soit le double de 2017. L'Etat s'est engagé à l'avenir privilégier les prêts des institutions internationales ou des Etats.

Le risque de surendettement public reste modéré à ce stade selon l'analyse du FMI d'octobre 2020.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Forte vulnérabilité aux cours des matières premières

Les exportations du Burkina Faso sont dominées par les produits primaires (environ 95% du total), principalement l'or (de l'ordre de 65%) et le coton (plus de 10%).

⁴ 10% environ pour le secteur bancaire en Côte-D'Ivoire.

⁵ Rapport de convergence UEMOA dec. 2020



La production d'or devrait continuer à progresser à la faveur de l'entrée en production de nouvelles mines et **les cours devraient rester encore relativement élevés** en 2021, même si la tendance sera probablement moins favorable qu'en 2020, l'amélioration progressive de la situation économique mondiale réduisant son attractivité en tant que valeur refuge. **Les récoltes de coton devraient progresser** par rapport à celles de la saison précédente, grâce à la reprise de l'exploitation de certaines zones où la culture avait été interrompue pour des raisons sécuritaires. **Les cours devraient continuer à augmenter** en 2021 à la faveur de la reprise de la demande de l'industrie textile. Les recettes de tourisme et les transferts d'expatriés (en majorité en Côte d'Ivoire) devraient peu augmenter en 2021

Importateur de pétrole (environ ¼ de ses importations), le Burkina Faso devrait en revanche voir sa **facture énergétique augmenter** et la demande de biens importés devraient progresser.

Le solde courant du Burkina Faso devrait continuer à se dégrader en 2021 pour dépasser 4% du PIB, la hausse des exportations ne compensant pas celle des importations.

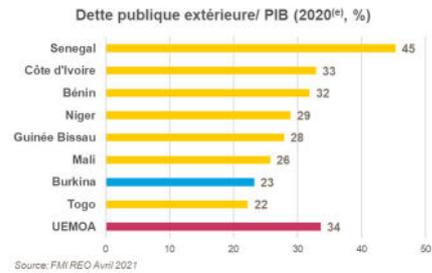
Les flux d'investissement direct (IDE) sont concentrés dans le secteur minier (compagnies canadiennes majoritairement). La situation sécuritaire du pays limite son attractivité pour les investisseurs étrangers.

- **Dettes extérieures modérées**

La dette extérieure⁶ du Burkina Faso est exclusivement publique. Le ratio d'endettement, inférieur à 25% du PIB est plus faible que celui de la moyenne des pays de la zone UEMOA (34%)⁷.

⁶ Selon un critère de devise (autre devise que le Franc CFA) et non sur un critère de résidence des créanciers

⁷ Rapport de convergence UEMOA Dec. 2020



Le pays avait obtenu une ligne de crédit du FMI de l'ordre de 150 Mns \$ sur 3 ans en mars 2018 et pourrait négocier un nouvel accord en 2021. Par ailleurs, le Burkina Faso reçoit une aide financière de la Banque africaine de Développement, de la **Banque Mondiale**, de la **France et de l'UE**.

L'endettement extérieur de l'Etat Burkinabé est composé **quasi-exclusivement de financements concessionnels**, sous forme surtout de prêts à long terme des institutions multilatérales (90% de l'encours à fin 2019).

Le Burkina a bénéficié de l'Initiative de Suspension du Service de la Dette (ISSD) du G20 lui permettant de reporter le paiement de 24,2 Mns \$ (0,2% du PIB) en 2020⁸ et devrait également bénéficier de l'extension de cette initiative sur les échéances 2021 (soit de l'ordre de 25 Mns \$). **Le FMI a par ailleurs allégé le service de la dette** qui lui était dû entre avril 2020 et octobre 2021 (42 Mns \$ environ). Le montant total des échéances du service de la dette extérieure du Burkina en 2021 serait, selon la Banque Mondiale de l'ordre de 160 Mns\$, exclusivement à l'égard de créanciers officiels (institutions multilatérales et créanciers bilatéraux, dont 4 Mns\$ vis-à-vis de la Chine). **Le pays n'est donc exposé à aucun risque de marché en ce qui concerne sa dette extérieure.**

La Chine, avec laquelle les relations se sont améliorées à la suite de la décision du gouvernement burkinabé de rompre ses relations diplomatiques avec Taïwan en mai 2018, a apporté du matériel médical en avril 2020. L'endettement du Burkina Faso vis-à-vis de la Chine reste à ce stade très limité (environ 2% du service de la dette 2021).

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Stabilité politique relative, situation sécuritaire dégradée**

Le Burkina Faso est présidé par Roch Marc Christian Kaboré, élu en décembre 2015. Cette élection a mis un terme à une période de forte instabilité. La chute, sous la pression populaire, du Président Blaise Compaoré en octobre 2014 a été suivie par une période troublée,

⁸ Echéances de mai à décembre 2020



marquée notamment par une tentative de prise du pouvoir par l'armée en septembre 2015.

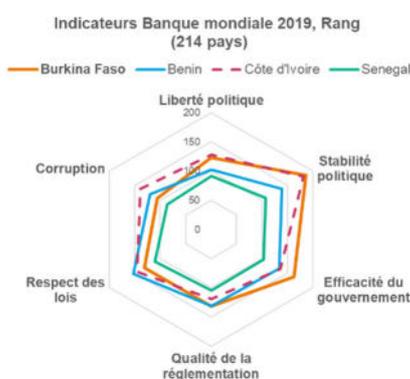
Le Président Kaboré a été réélu avec près de 58% des suffrages lors des élections générales (présidentielle et législatives) de fin novembre 2020, avec un taux de participation réduit à 50%. Le parti présidentiel (Mouvement du peuple pour le progrès -MPP), avec 56 sièges à l'Assemblée ne détient pas la majorité absolue (64 sièges). L'alliance avec d'autres partis qui ont soutenu M. Kaboré devrait lui permettre de poursuivre sa politique. **L'opposition pourrait toutefois continuer à encourager les mouvements de contestation, alimentés par la crise économique et la dégradation de la situation sécuritaire.**

Les attaques djihadistes sont fréquentes et touchent des zones de plus en plus étendues du pays, Après les attentats qui avaient frappé le pays en 2016 et 2017, la **menace de mouvements terroristes du Sahel** est restée très élevée. Par ailleurs, **les conflits intercommunautaires sont fréquents.**

En mars 2021, la FAO et le Programme alimentaire Mondial ont publié un rapport soulignant la **situation extrêmement préoccupante du Burkina Faso en termes de sécurité alimentaire.** Les difficultés d'approvisionnement, en grande partie liées aux violences qui frappent le pays, ont été aggravées par la crise sanitaire. Les tensions sociales **pourraient s'accroître en l'absence d'amélioration de la situation économique et sécuritaire.**

- **Des efforts en matière de gouvernance**

Le Burkina Faso occupe le 146^{ème} rang selon le classement moyen des indicateurs de gouvernance Banque Mondiale. Il recule depuis plusieurs années dans ce classement en raison de moins bons résultats en termes d'efficacité du gouvernement et de stabilité politique. Le pays est classé 86^{ème} dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, derrière de Sénégal (67^{ème}) et le Bénin (83^{ème}) mais devant la Côte d'Ivoire (104^{ème}).



⁹ De l'ordre de 31 Mt eq. CO2 en 2018, au 56^{ème} rang sur 158 pays. Source ClimateWatch

Les risques sécuritaires pèsent également sur l'environnement des affaires.

Par ailleurs, le Burkina Faso (comme le Sénégal) a été ajouté **en février 2021 sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI)** en raison de l'insuffisance de ses dispositifs de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. L'Etat s'est engagé à prendre les mesures pour pallier ces défaillances.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Burkina Faso est **très vulnérable au changement climatique** (161^{ème} sur 181 selon l'indicateur ND Gain), particulièrement à la sécheresse et à son impact sur la production agricole.

Le Burkina Faso est **faible émetteur de GES⁹**, qui proviennent essentiellement (88%) du secteur agricole. **Ses émissions ont tendance à progresser** entre 2014 et 2018 (+2,9%/ an en moyenne), un peu rapidement qu'entre 2010 et 2014 (+2,6%/an en moyenne). **Le pays s'est toutefois engagé à les réduire de 6,6%** (scenario inconditionnel) à 11,6% (scenario conditionné par le financement de mesures complémentaires) à l'horizon 2030.

Les **mesures sont centrées sur l'agriculture/foresterie et la production d'électricité.** Alors que le taux d'accès à l'électricité est de l'ordre de 45 %, l'objectif est d'atteindre le seuil de 75 % à l'horizon 2025. Par ailleurs, le pays souhaite **limiter sa dépendance vis-à-vis des importations d'électricité** (60% de l'énergie consommée est importée, majoritairement de Côte d'Ivoire et du Ghana. L'Etat mise sur le solaire, notamment à travers le projet «Yeleen », développé avec l'aide financière de Banque mondiale, de l'UE et de la Banque africaine de développement.



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi

Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole*

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Laetitia Morin

Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

Macroéconomie France, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.